

Palabr^a_eS

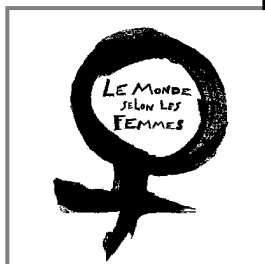


N°3 • 1998



« La liberté prend corps »

Palabras



N°3 • 1998

SOMMAIRE

- ✦ ÉDITORIAL
- ✦ LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRAS/PALABRES
- ✦ SOLIDARITÉ FÉMININE (MAROC)
- ✦ SENDAS (ÉQUATEUR)
- ✦ MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

Présentation de :

- ✦ ELEGIR (ARGENTINE)
- ✦ CENTRE DELWENDE (BURKINA FASO)
- ✦ INFOR VEUVES (BELGIQUE)
- ✦ ASSOCIATION DES FEMMES SEULES (CONGO)
- ✦ ARCHIVOS "i" (BOLIVIE)
- ✦ ATTIRENT D'ELLES (BELGIQUE)
- ✦ LE RÉSEAU PALABRAS/PALABRES

Éditrice responsable : Hélène Ryckmans

Groupe de travail du projet Raconter et Écrire :

Carmelina Carracillo, Gladys Cifuentes,

Poupette Choque, Namur Corral,

Marcela de la Peña, Isabelle Jacquet

Illustration de couverture : Claire Hilgers

Illustrations intérieures : Clarice

Photos : p 4 Solidarité féminine

Traductions pour ce numéro : Flavia Fiabane,

Aida Lombeyda

Réalisation graphique et maquette : Clarice

Imprimerie : Editions Rencontres asbl

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis
la réalisation de ce numéro !

ÉDITORIAL

La liberté prend corps

☛ Nous, femmes, avons encore tant à découvrir... Nous avons tant à dire sur les possibles réalisés au jour le jour : les enfants, un travail, un amour à construire, une vie en fait bien différente de celle des publicités, des téléfeuilletons. Une vie où nous pourrions vivre par nous-mêmes et non pas à travers nos enfants ou nos hommes, tout en menant un combat politique pour que d'autres vivent mieux à l'avenir.

☛ Dans les rôles assignés aux femmes figurent en bonne place l'altruisme, la capacité d'attention ou de soins aux autres, l'aide aux personnes, l'éducation... On voudrait leur faire accepter que la prise en charge des besoins des autres passe avant leurs besoins personnels, le développement des autres avant le leur...

☛ Quand le fruit de leur travail, rendu invisible, échappe aux femmes, il leur reste la maternité. Des femmes, confinées à ce rôle reproductif, résistent. Elles expriment leurs intérêts personnels. Elles montrent leur volonté d'exister en tant que personnes et la nécessité absolue de garantir leur indépendance économique et leur droit à la parole. Ce numéro 3 de Palabras montre comment cette volonté s'exprime, au Nord comme au Sud, en solidarité avec d'autres femmes.

☛ Palabras donne la parole aux femmes-mères, aux mamans, et à celles qui ont choisi de ne pas avoir d'enfant ou subissent le fait de ne pas en avoir.

☛ Nous avons choisi d'aborder le thème de la sexualité dans toutes ses composantes : désir, plaisir, rapport à l'autre, enfantement ou non. Pour nous, il s'agit de s'interroger sur les possibilités qu'ont les femmes d'exercer un libre choix, dans le travail comme dans la famille. Comment peuvent-elles exprimer librement leurs choix : dans la maternité, dans leur corps, dans le travail ?

☛ Vie de couple et paternité-maternité sont le pivot des relations hommes-femmes, des rapports très forts, des rapports physiques, "sur les corps nus", dans les moments où on ne peut plus tricher... Ces rapports se manifestent aussi lorsque l'homme est absent...

☛ S'il est fondamental de faire circuler l'information, de former, d'amplifier des revendications, d'appuyer l'organisation des femmes, il faut selon nous en faire autant auprès des hommes, enfermés eux aussi dans les rôles figés et les stéréotypes, et permettre ainsi une transformation des relations inégalitaires entre hommes et femmes.

☛ Nous avons choisi aussi d'évoquer le statut des femmes seules, isolées qui se retrouvent sans voix dans les sociétés où la référence est masculine, où un statut s'acquiert par le mariage et la maternité... Dans tous les pays du monde, le nombre de femmes chefs de ménage s'accroît : de plus en plus de femmes ont, seules, la charge des enfants pour des raisons très diverses (exode masculin, montée du célibat et de l'instabilité matrimoniale, conflits armés). Elles constituent avec leurs enfants l'essentiel des populations vivant sous le seuil de pauvreté.

☛ Les récits rapportés par les groupes montrent comment, dans le contexte du développement, le rôle de mère est important à mettre en lumière et à relier à celui de travailleuse et de citoyenne. Car c'est aussi sur la scène publique des politiques sociales et des orientations du développement - et pas seulement sur la scène privée des relations homme/femme - que s'exprime le rapport des femmes au corps, à la sexualité...

☛ En **Equateur**, *Sendas* ("le sentier") développe et appuie les processus de prise en compte des groupes marginaux, spécialement les femmes, en améliorant leur accès aux droits reproductifs et en les soutenant dans leurs revendications sociales et politiques.

☛ En **France**, le MFPPF (Mouvement Français du Planning Familial) a mené et mène encore un combat pour la libéralisation des droits à la contraception et à l'avortement en adoptant une

approche d'autonomie avec les jeunes filles et les femmes en difficulté.

☛ En **Argentine**, *Elegir* (Choisir) lutte pour le droit des femmes à la contraception et à l'avortement légalisé. En **Bolivie**, une revue récente lance des ponts entre la pratique et la politique et interpelle les décideurs sur la question de la santé sexuelle et reproductive.

☛ Au **Maroc**, l'association Solidarité féminine a pris en charge le problème des adolescentes mères célibataires, en leur proposant des activités rémunératrices et en amorçant un débat dans l'opinion publique. Solidarité féminine arrive à faire prendre conscience aux gens que les petites bonnes qu'ils emploient sont des jeunes filles à qui on a volé leur enfance...

☛ Au **Congo** et en **Belgique**, des veuves s'unissent pour combattre préjugés ou solitude. au **Burkina Faso**, de vieilles femmes chassées de chez elles retrouvent un toit et une famille au Centre d'accueil Delwende.

☛ En **Belgique**, enfin, des mères lesbiennes se retrouvent, rompent leur isolement.

Nous avons voulu témoigner de ces facettes de réalités diverses, vécues douloureusement ou avec bonheur par des femmes qui tentent de vivre debout !

LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRA/ES



Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du sud et du nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs "possibles". Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours des récits, collectifs présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montrent à la fois la "palette" de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Objectifs du projet

LE PROJET VISE TROIS OBJECTIFS :

- 1 . la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public ;
- 2 . l'apprentissage et les connaissances mutuelles, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés ;
- 3 . la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur genre et développement.

LE PROJET A TROIS COMPOSANTES :

- 1 . la publication d'une revue, publiée en même temps en français et en espagnol. Le Monde selon les femmes a déjà publié trois numéros thématiques de la revue Palabras : le numéro 0 sur les violences contre les femmes ; le numéro 1 sur l'agriculture durable ; le numéro 2 sur l'emploi ;
- 2 . La mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts ;
- 3 . l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet.



SOLIDARITÉ FÉMININE mène un combat pour faire reconnaître les droits civils et économiques des femmes libérales, notamment les petites femmes dont on a volé l'enfance

Contact

Aich Ech Channa

est présidente-fondatrice de Solidarité féminine

Solidarité féminine
19 Bd Claude Perrault
Casablanca - Maroc

Tél. 212 2 99 06 67 / Fax 212 2 25 94 30

SOLIDARITÉ FÉMININE

(Maroc)

L'association

L'association Solidarité féminine a été fondée en 1985 par un petit groupe d'assistantes sociales. Nous étions confrontées à des situations de grande détresse de femmes, ayant la charge d'enfants en bas âge. Ces femmes, qui sont toutes très démunies, sans aucune formation professionnelle, sont des femmes abandonnées par l'époux, des veuves avec des enfants en bas âge, des divorcées et aussi des mères célibataires qui se retrouvent au ban de la société avec un enfant qu'elles n'ont pas désiré.

Privées d'enfance

■ Ce sont des mères abandonnées plus que des mères célibataires. Dans la plupart des cas, ces jeunes filles étaient employées comme bonnes dans des familles depuis l'âge de 6-7 ans. Ce sont des enfants qui ont perdu leur enfance. Une petite fille ne sait pas où s'arrête son travail : est-ce qu'il s'arrête à faire le ménage ? Est-ce qu'il s'arrête aussi dans le lit de son maître ? Ces enfants ont été privées de leur enfance, quand elles n'ont pas été violées en cours de route (sans même qu'elles sachent parfois qu'elles étaient violées parce que personne ne leur a expliqué ce que c'est).

Arrivée à l'adolescence, une petite bonne se dit : "Bon, je trouve quelqu'un qui va me sortir de ma détresse". Le premier qui lui dit : "Je t'aime", qui lui fait de fausses promesses de mariage, elle y croit très fort. Elle se retrouve enceinte, rejetée par les employeurs parce qu'ils ont peur d'avoir des problèmes ; rejetée par ses parents qui oublient l'argent qu'elle a gagné pour eux ; rejetée par la famille parce qu'elle a amené la honte dans la tribu... La société la condamne : au Maroc une loi punit les mères célibataires d'un emprisonnement de 6 mois. Heureusement, cette loi n'est pas appliquée automatiquement par les juges.

Ces jeunes filles n'avaient pas envie d'abandonner l'enfant mais elles étaient devant un choix terrible : l'abandonner et risquer la prison ; ne pas l'abandonner et être alors mises au ban de la société. Cela nous a amené à réfléchir pour trouver une solu-

tion. Que faire ? Dans notre société musulmane traditionnelle, c'est un sujet tabou ; les gens ne comprennent pas que cette fille est victime d'un fait de société. S'occuper des mères célibataires, c'est encourager la prostitution ! Or nous voulions vraiment venir en aide à ces mères célibataires et prévenir l'abandon d'enfants qui est un drame, dans notre pays comme ailleurs. Un enfant a besoin, quand même, d'avoir une vie normale et une famille. **Au Maroc, l'enfant né de mère célibataire porte un nom de famille que l'Etat lui donne** ; la maman n'a pas le droit de lui donner son propre nom de famille, sauf si son père, son oncle, son frère ou son cousin du côté paternel donne une autorisation écrite, légalisée.



Comment faire pour permettre à ces mères célibataires de vivre dans la dignité sans être assistées constamment ? On s'est dit :

"Pourquoi ne pas créer une association, Solidarité féminine, pour venir en aide aux femmes chargées d'enfants en bas âge pour leur permettre de gagner leur vie". Nous avons créé cette association sans but lucratif, qui a comme projet générateur de revenus la restauration économique.

Solidarité féminine

Nous sommes des assistantes sociales mais nous avons été très vite rejointes par d'autres femmes (professeure, avocate, secrétaire). Le comité est constitué de bénévoles et notre public ce sont des divorcées, des veuves, des femmes mariées et abandonnées par le mari et des mères célibataires : toutes des femmes chargées d'enfants en bas âge.

☛ Pour la première étape, nous avons créé une activité de restauration économique en faisant d'une pierre deux coups : rendre service à ces femmes parce qu'elles vont travailler, elles vont vendre leurs produits ; et rendre service à des ouvriers ou des ouvrières qui mangeaient des casse-croûte, comme cela, dans la rue. On s'est dit : si

on leur trouve un lieu où avoir un repas chaud pas cher, on leur rendra service et c'est comme cela qu'on a commencé. On a lancé notre premier restaurant avec les (très petits) moyens du bord.

☛ Un premier groupe de 11 femmes, extrêmement démunies et sans argent, a commencé par recevoir une petite formation, sur les notions d'hygiène (dans l'alimentation il faut faire très attention), quelques notions de calcul pour rendre la monnaie, et aussi un peu d'alphabétisation très simplifiée, proche de l'arabe dialectal.

On a lancé notre restaurant et les premiers clients ont commencé à venir. Les femmes étaient très intéressées parce qu'on a pris le temps de leur expliquer que c'était pour elles, qu'elles allaient travailler ensemble et qu'elles allaient partager leurs bénéfices.

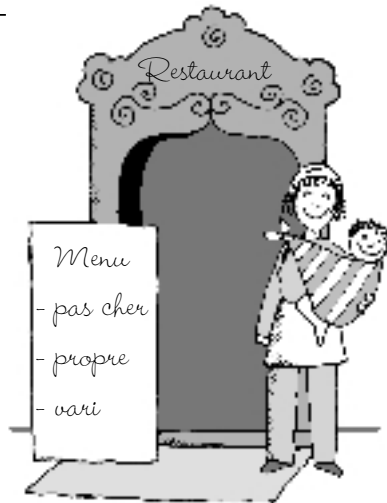
☛ Elles avaient une petite bourse au départ (2.000 dirhams - même pas 200 dollars). Dès la troisième semaine, elles ont commencé à se partager les bénéfices entre elles. On leur a appris à calculer un fonds de roulement d'une manière très simple. On leur a appris aussi à choisir des menus selon la saison, selon les produits qui ne sont pas chers, mais à faire quelque

chose de bon quand même : ce ne sont pas les restaurants qui manquent à Casablanca et on voulait offrir un repas très compétitif, de qualité, pour un prix peu élevé.

Un projet générateur de revenus

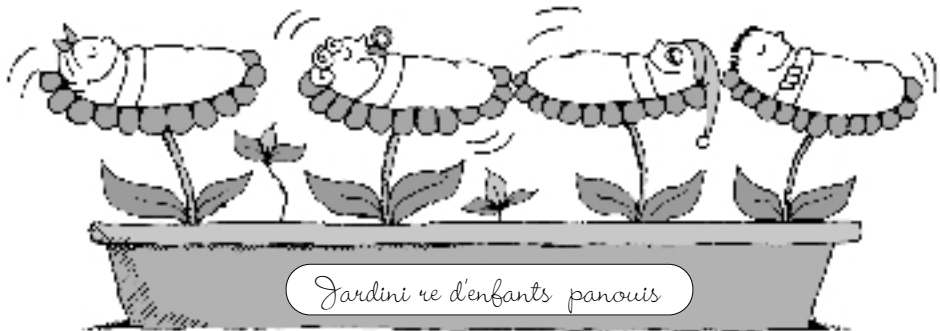
■ Au départ, on était aussi heureux que les femmes et on s'est dit : "C'est le paradis, elles vont avoir de l'argent, elles vont travailler ensemble". On ne s'est pas rendu compte que ce sont de femmes qui ont des problèmes et qui ne sont pas obligatoirement faites pour vivre ensemble du matin jusqu'au soir. Il a fallu gérer cela et leur proposer tout un accompagnement.

☛ Pendant très longtemps, on les a accompagnées mais le projet s'améliorait et elles s'accrochaient parce qu'elles savaient que c'était à elles. On leur a expliqué qu'on avait un autre objectif : sensibiliser la population à leurs problèmes de femmes abandonnées, de mères célibataires, à celui des enfants abandonnés... Elles le savaient dès le départ mais ce qui les intéressait en premier lieu, c'était l'argent, leur argent à elles.



Une crèche pour les enfants

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Petit à petit, les bailleurs de fonds sont venus vers nous. Le bouche à oreille a marché, la presse est venue, des ONG très larges d'esprit nous ont aidées. **Aujourd'hui, nous avons deux restaurants économiques, deux cantines scolaires, notre propre crèche-garderie où les mamans mettent leurs enfants et quatre kiosques pour la vente de produits alimentaires.**



Pourquoi la crèche-garderie ? Quand on a fait le deuxième restaurant on s'est dit : "Mais où est-ce qu'elles vont mettre leur enfant ?" On était devant un problème : il fallait le résoudre. Alors, on s'est dit : "Pourquoi ne pas faire notre propre crèche-garderie ?" On a cru qu'une des mamans pouvait s'occuper des enfants pendant que les autres travaillaient, mais au bout d'une semaine, on s'est rendu compte que cela ne pouvait pas marcher, qu'il fallait une jardinière d'enfants et de quoi payer son salaire.

On a trouvé quelqu'un pour la payer provisoirement, mais on a dit aux femmes : "Vous savez, à la longue, c'est vous qui devrez produire pour payer cette jardinière qui garde vos enfants". On leur a expliqué que le projet ne peut être viable qu'en comptant sur les rentrées d'argent qu'elles peuvent amener, en assurant l'autonomie dès le départ parce que nous-mêmes on était confronté à des difficultés.

Les femmes arrivent maintenant à payer la moitié du salaire de la jardinière d'enfants, et bientôt elles pourront la payer complètement. Les enfants sont donc pris en charge pendant la journée, et c'est juste à côté. Nous avons l'avantage d'avoir des enfants épanouis parce qu'ils ne sont pas très loin de leurs mamans qui les prennent le soir.

Pour le problème du logement, on leur a prêté de l'argent pour louer une chambre. Elles remboursent petit à petit, par petites sommes sur l'argent qu'elles reçoivent. Au bout d'un certain temps, elles se retrouvent avec leur petite chambre qu'elles payent.

Elles savent qu'elles ne doivent compter que sur elles-mêmes et leur travail. Cela, c'est le contrat moral qu'on fait avec elles. On les prépare, on leur explique le côté positif de cette autonomie et de cette indépendance financière.

On est passé à une deuxième étape avec des activités de restauration économique, cantine scolaire et micro-traiteur. Au total, le groupe compte 24 femmes (en deux sous-groupes). Quand on est passé au projet de micro-traiteur, s'est posé le problème de l'achat des produits. Cela devient lourd et là, il faut acheter en gros, il faut livrer pour être compétitif... Là, on a présenté notre projet à un bailleur de fonds pour l'achat de deux voitures, une voiture pour chaque groupe. S'est posé là encore le problème : "Qui va conduire cette voiture ? Faut-il payer un salaire à quelqu'un ou faut-il compter sur soi ?". On a choisi de compter sur soi. Les femmes se sont choisies l'une d'entre elles qui a appris à conduire. Elles ont passé leur permis de conduire et elles conduisent leur voiture. Elles ont appris petit à petit à planifier les achats.

Formation, autonomie et droit au congé : la solidarité

Elles se réunissent tous les vendredis pour faire leur comptabilité. Elles ont plusieurs petites boîtes : pour le fonds de roulement pour la semaine qui va arriver ; pour les dépenses obligatoires (l'eau, l'électricité, le téléphone) ; pour l'achat de l'essence pour les voitures.



On leur a appris qu'il fallait qu'elles payent les accidents de travail et incendie, et pour cela, elles prélèvent à peu près 5% sur les bénéfices qui restent pour constituer une caisse d'avance. Restent les bénéfices vraiment nets ? Et bien, non, ce n'est pas terminé parce que - la première année, on n'y avait pas pensé - on s'est dit que puisqu'on apprend aux femmes la dignité, on leur apprend à vivre bien, et bien, il leur faut le droit à un congé. Qui va leur donner l'argent du congé ? Personne ne leur donnera. Alors, on leur a dit: *"Vous savez, vous allez commencer à mettre 10% sur vos bénéfices dans ve caisse, cela sera votre argent du congé, comme c quand vous allez vous arrêter au mois de juillet août - la moitié travaille pendant juillet et l'aut moitié en août - cela fera un treizième mois et c l'argent de votre congé"*



Restent enfin les bénéfices nets qu'elles se partagent également entre elles.

Où se joue la solidarité ?

☛ La solidarité se joue s'il y a une absence : les femmes partagent les recettes même avec les absentes. On a eu des absences pour raison de santé : on n'a pas de sécurité sociale au Maroc et on n'a pas encore réussi à avoir une assurance maladie. Les femmes peuvent tomber malades, avoir des hospitalisations très longues, ou avoir un enfant hospitalisé pendant trois mois et être obligée d'être avec lui... Il y aussi des absences pour une raison administrative. Certaines femmes, extrêmement démunies, arrivent le premier jour dans un état en dessous de zéro, elles n'ont pas de papiers administratifs, pas de carte nationale, l'enfant n'est pas déclaré, elles sont dans la rue, elles sont rejetées. L'accompagnement administratif qu'il faut faire pour qu'elles puissent avoir une situation administrative normale implique qu'il y aura des absences. Et bien, les femmes partagent même si elles sont absentes. Les femmes ont partagé entre elles sans problème, jamais nous n'avons entendu dire : "Ouf ! On a trop de travail, il y en a deux ou trois qui manquent et on est obligé de partager avec elles". Elles peuvent se disputer mais cela, c'est sacré, la solidarité est sacrée et c'est pour cela qu'on s'appelle Solidarité féminine.

☛ Notre petite entreprise n'est pas suffisante parce que le nombre de mères célibataires augmente malheureusement de plus en plus au Maroc. Nous devons donc nous développer constamment et



créer d'autres projets pour que les femmes puissent s'en sortir, que leurs revenus leur permettent de vivre bien, d'éviter la prostitution.

☛ A Solidarité féminine on s'est dit "Si on les aidait à s'installer ou à trouver un autre travail ?" Et cela, c'est une autre paire de manches. C'est très difficile. On a pu à peine permettre à 42 ou 43 femmes de s'établir, de partir sur leurs deux jambes, de sortir carrément de Solidarité et les remplacer par d'autres. C'est très lourd. Si on avait une conjoncture plus favorable, on se serait transformé très vite en école, en centre d'apprentissage. Pendant six mois, la femme vient apprendre un métier et puis après, elle part travailler. Les femmes passent par Solidarité féminine. Elles ne quittent l'association que quand elles ont une solution : un travail ou un mari. Sinon elles ne partent pas. Pour nous, le facteur temps n'est pas un facteur important. Une femme peut rester 5 ans à Solidarité féminine si cela est nécessaire.

Sensibilisation sur la situation des mères célibataires

Depuis deux ans, nous sommes passé à une étape plus importante. Nous avons posé le problème de la mère célibataire non pas en tant que femme qui a fait une faute par rapport à la société, mais qui plutôt est victime de la société. Elle est mère abandonnée, elle ne l'a pas fait par choix.

Nous avons utilisé les médias pour sensibiliser l'opinion publique. Nous, on s'est toujours servi de ce projet pour dire qu'il y a un problème de la société et voilà comment il faut le solutionner. Il faut arrêter de fabriquer des petites bonnes et cela, c'est un grand problème, c'est un grand débat. En 1995, notre association a été reconnue à l'échelle internationale, en recevant le prix des Droits de l'Homme de la République française.

Moi, avec mes 37 ans de bénévolat dans le domaine social (en plus de mon travail pour lequel je suis payée), j'ai écrit un livre, "Miséria", qui raconte mon parcours de travailleuse sociale où je raconte les histoires d'enfants battus, des histoires d'inceste - c'est un sujet tabou au Maroc -, des histoires de mères célibataires, des histoires d'orphelins, des cas sociaux que j'ai rencontrés. Et ce livre a eu un impact assez important au Maroc. La presse, qu'elle soit de droite ou de gauche, a pris ce livre, l'a analysé, il a été très favorablement accueilli, pour tant c'est Miséria, cela raconte bien la misère...

Les gens ont pris conscience de la misère des petites bonnes

Quand les gens ont lu ces histoires de petites filles qui étaient des petites bonnes, qui ont perdu leur enfance, qui ont été martyrisées, battues, cela les a interpellé. Pour eux, voir une petite bonne dans une famille c'était banalisé, cela faisait partie du décor. Personne ne s'est jamais posé la question que cette enfant, sa place était à l'école et non pas dans cet esclavage. C'est une forme d'esclavage que de louer ses enfants devant l'indifférence totale des gens. C'est une bataille. Pendant très longtemps j'ai rencontré des murs et la sourde oreille, mais finalement, maintenant, la société marocaine est en train de prendre en charge ce problème-là. Il faut trouver des moyens de permettre à l'enfant d'aller à l'école, en aidant les parents pour qu'ils ne soient pas frustrés de cet apport d'argent. Ces petites filles, elles ont toutes le désir d'aller à l'école, c'est une soif qu'elles ont ! Une petite fille qui rentre à l'école, elle goûte au plaisir. Ce sont des enfants comme tous les enfants du monde et une fois qu'elles auront été à l'école, cela va changer.

Dans les mentalités aussi, cela change. Des marocains, des jeunes, des jeunes gens, commencent à dire: "Oui, c'est une mère célibataire, c'est une victime de la société". Alors qu'avant, ils auraient dit : "Elle a commis un acte de péché, elle a commis un adultère, elle a commis un acte répréhensible". Cela, c'est le résultat d'un travail de longue haleine mené avec d'autres associations. Il faudra changer la loi punitive de six mois qui continue à exister dans les textes. Nous réfléchissons aussi à créer des réseaux, non seulement au Maroc mais aussi à l'échelle internationale. C'est une autre étape de notre développement pour nous sentir beaucoup plus fort en étant en réseau.

Un combat juridique à mener...

Evidemment, nous ne sommes pas au bout du chemin parce qu'il n'y a pas de reconnaissance des mères célibataires. Elles, ce qu'elles veulent, en fait, c'est trouver le moyen d'obliger le père à reconnaître l'enfant parce qu'elles, elles connaissent le père. Mais elles n'ont aucun pouvoir juridique d'obliger le père à reconnaître l'enfant. Le père se débina toujours, quitte à passer un mois en prison pour prostitution, mais il ne reconnaîtra pas l'enfant, ne serait-ce que pour embêter la mère. Et cela, c'est un très grand problème, c'est leur grande question. Maintenant qu'elles gagnent de quoi vivre, leur grande question c'est la reconnaissance. Il a fallu les amener à accepter de témoigner et d'utiliser les médias. Parce qu'au départ, elles ne comprenaient pas très bien cet intérêt des médias, les journalistes qui viennent les interroger. Pour elles, c'était se dévoiler publiquement et il a fallu faire encore tout un travail (et il y a encore beaucoup de travail à faire) pour qu'elles aient le courage de donner leur point de vue et de sensibiliser l'opinion publique à leur problème.



En 1996, on a fait un Tribunal symbolique avec deux autres associations marocaines à l'occasion du 8 mars. Pour la première fois, une mère célibataire est venue témoigner publiquement de son problème. C'est quelque chose d'extraordinaire. Elle a été prise à partie par ses camarades: "Oui, tu nous a dévoilées, maintenant tout le monde est au courant de notre problème". Mais cela a servi à déclencher quand même d'abord un questionnement. Maintenant on les amène petit à petit à se dire : ***"Personne ne trouvera la solution à notre place. C'est nous qui allons trouver la solution. C'est par notre travail et par notre effort, par nos appels et par nos cris que nous allons arriver à changer les lois en notre faveur, cela ne va pas venir comme cela, tout seul"***. Cela c'est une étape, encore, qui est en train de germer, qui prendra beaucoup de temps car nous sommes dans un pays traditionnel.

... et un changement dans les mentalités

Il faut sensibiliser pour qu'on arrête d'employer des petites bonnes. On amène les gens à se dire : "Mon Dieu, qu'est-ce que je peux faire déjà à mon niveau ?" Ils viennent dire : "Vous savez, vous nous avez interpellés. J'ai une bonne, et bien, je ne vais pas la renvoyer chez elle parce que son père va la remettre tout de suite dans une autre famille. J'ai décidé de trouver une école où elle irait deux ou trois fois par semaine pour avoir des cours d'alphabétisation ou une formation en couture ou en broderie".

Il faut surtout qu'on arrête d'abandonner des enfants. Si Solidarité est née, c'est en partie pour permettre à l'enfant de vivre avec sa maman. Cela, c'est notre emblème. La place de l'enfant est auprès de sa mère et non pas ailleurs. Nous sommes absolument contre le fait de continuer à construire des orphelinats pour enfants abandonnés.

Nous voulons amener les Marocains à parrainer les enfants, à se baser sur la tradition marocaine : ne pas mettre l'enfant dans un orphelinat, mais le laisser dans sa famille parentale ou adoptive. Les enfants qui ont grandi dans les orphelinats ont un patrimoine de souffrance et de haine contre la société. Aux bienfaiteurs des orphelinats j'explique *"Vous faites le bien en donnant des millions par an pour tel ou tel orphelinat, mais en fait vous ne faites pas du bien à l'enfant lui-même. L'enfant serait mieux chez lui. Parrainez-le financièrement, parrainez-le moralement, comme vos ancêtres l'ont toujours fait au Maroc."* Nous préférons choisir la solution radicale - quand il y a un accident, que l'enfant vive avec sa mère - et faire un travail de prévention, notamment dans l'éducation sexuelle. Il y a une façon de présenter les choses sans brusquer les oreilles des marocains, cela c'est très important.

Pour résumer, notre cause, c'est :

les mères célibataires, la prévention d'abandons d'enfants, les petites bonnes, les femmes victimes de violences, de toutes sortes de violences. Nous menons un projet générateur de revenus mais c'est aussi un projet de sensibilisation de la population. Car appuyer 24 femmes, ou même 30 femmes ou 40 femmes c'est bien mais il y a des milliers de mères célibataires au Maroc ! Alors, pourquoi ne pas aller à la source, prendre le taureau par les cornes et crier pour apporter un plus à une cause délaissée pendant très longtemps parce que tabou, parce que cela ne fait pas "bien"...



SENDAS propose des ateliers de formation aux droits la santé sexuelle et reproductive. Parler d'éducation sexuelle implique la transmission de connaissances ; parler de droits conduit à la reconnaissance du droit au savoir, du droit à la connaissance de nos corps et de nos histoires, une des conditions pour l'exercice d'une pleine citoyenneté

A cet entretien collectif participèrent :

la directrice de Sendas, Doris Solís Carrión, et deux responsables de la formation en droits reproductifs : Soledad Guayasamín (médecin, formatrice) et Sonia García (avocate, formatrice).

Contacts

Doris Solís Carrión
est directrice de Sendas

Sendas
Av. Guayas 6 - 130 y Azuay - Equateur

Tel. 593 7 816 059 / **Fax** 593 7 882 456

E-Mail sendas@az.pro.ec

SENDAS

(Équateur)

Avant on ne parlait pas de "ça"

L'expérience de Sendas en droit de la santé reproductive et sexuelle

"On ressent du plaisir quand on s'aime sans violence"

(une femme qui a participé aux ateliers de Sendas)

Moi, j'ai travaillé avec Sendas presque depuis le début, dit Doris Solís. Actuellement je suis la directrice de notre équipe. Cela me plaît qu'on ait choisi le nom de "Sendas". Cela évoque pour moi le mot "chemin". Sendas, en réalité, veut dire **"Service dans le but d'un développement alternatif du Sud"**, puisque nous travaillons dans trois provinces du Sud de l'Équateur : Cañar, Azuay et Loja.

Sendas est né en 1989 avec l'appui de Coopibo, ONG belge, qui à l'époque collabora directement avec notre organisation dans le but de la renforcer. Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts.


L'objectif de Sendas est de développer et d'accroître le pouvoir des groupes marginaux, notamment les groupes de femmes afin d'améliorer leur qualité de vie grâce à la réalisation de projets, une assistance technique spécialisée, des pressions politiques et la coordination de différents acteurs sociaux.

Sendas réalise un travail global. Celui-ci est divisé en secteurs spécialisés qui vont **du droit à la santé sexuelle et reproductive à la communication de genre en passant par l'agro-écologie, l'agro-économie et les systèmes de production d'artisanat.**

Ces secteurs de travail sont gérés par des équipes qui se basent sur notre expérience ancienne dans les projets et programmes. Chaque équipe stimule la discussion et le débat, facilite l'accès à l'information, coordonne la systématisation des expériences et offre un support méthodologique.

Nous avons incorporé l'approche genre dans le but de promouvoir des rapports équitables entre les sexes et d'appuyer les initiatives des femmes. Nous ne pouvons pas oublier l'approche participative parce que c'est la population de quartiers urbains et ruraux qui nous proposent des actions de développement. Nous ne perdons pas de vue l'approche de durabilité afin que économie et écologie marchent de pair en respectant la vie des femmes et des hommes qui de nos jours vivent dans un environnement qui se dégrade de plus en plus.


Nos activités

 Sendas travaille activement dans le but de créer des processus régionaux et nationaux de communication. Il promeut des politiques favorables à la participation des femmes à la prise de décisions et à l'accroissement d'un développement participatif tenant compte de la justice entre les hommes et les femmes. Ainsi :

- ☛ Sendas mène des activités de participation citoyenne en renforçant les capacités locales ;
- ☛ il a développé et fortifié le premier centre de documentation et d'information spécialisé sur les thèmes "Femme, genre et développement" dans le sud de l'Equateur ;
- ☛ il participe chaque année à l'organisation et à l'exécution du concours national "Femmes, images et témoignages" ;
- ☛ notre ONG appuie le débat, la réflexion, les propositions et la formulation de lois en faveur des femmes et de la justice. Ainsi, par exemple, Sendas a travaillé pour que soit approuvée et mise en vigueur la loi contre la violence à l'encontre des femmes et de la famille, la coordination et le renforcement des "commissariats des femmes" (des commissariats de police spécifiques où les femmes peuvent formuler leurs plaintes), il a participé au programme de prévention et de vigilance sur la violence contre les femmes et les filles dans la commune de Sigsig.

Notre organisation est membre du Réseau Cántaro et du comité de rédaction de la revue Cántaro. Sendas est aussi membre actif du Réseau de femmes de l'Azuay et de réseaux internationaux des femmes (tels que le Réseau des femmes latino-américaines pour la santé et le Réseau mondial pour le droit à la santé reproductive)

Pourquoi des droits à la santé sexuelle et reproductive ?

 Dans le secteur des droits à la santé sexuelle et reproductive, moi, comme doctoresse, je suis une des formatrices, exprime Soledad Guayasamín.

Je travaille avec une équipe multidisciplinaire composée d'une femme médecin (moi), d'un médecin, d'une avocate et d'une assistante sociale. Toute l'équipe a reçu une formation en "approche de genre". Celle-ci nous a permis de comprendre les rapports entre les hommes et les femmes, d'envisager la sexualité autrement et de saisir la dimension politique de la maternité, qui est souvent perçue comme n'étant liée qu'à la reproduction.



"Jadis on ne pouvait pas parler de sexualité"

"Jadis on ne pouvait pas parler de sexualité ni de droit à la santé reproductive. Ces sujets restaient cachés et tout à fait personnels. Peut-être en parlait-on avec des copines et des personnes très proches. Beaucoup de choses qu'on connaissait à ce sujet étaient teintées de culpabilité. Elles appartenaient à l'interdit, au secret, au non-dit. Cette situation était commune à toutes les couches de la population. Personne n'osait nommer le sexe. Maintenant pour la première fois en Equateur, ce sujet sort de l'intimité du foyer pour se discuter comme un aspect du corps des femmes et non comme des dogmes religieux".

"Avant, la sexualité des femmes était réduite au rôle de mère. La femme vivait soumise seulement au plaisir de son mari ou compagnon. Son corps était réduit au silence. Il était défendu de ressentir du plaisir. Quelques unes ne connaissaient même pas leurs organes génitaux. Pire encore, elles ne savaient pas non plus parler de leur droit au plaisir".

"A l'époque de nos grand-mères, les femmes se mariaient et avaient 10, 12 enfants. Elles n'avaient même pas le temps de ressentir quoi que ce soit qui ne concerne pas la maternité. Elles décédaient sans avoir expérimenté les jouissances de leur corps".

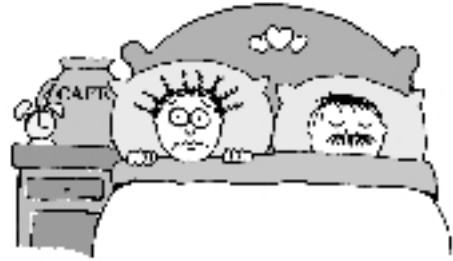
"Tout cela était considéré comme normal dans la vie des femmes de ce coin de la planète. Tout était vécu comme un tabou la menstruation, la fertilité, l'infécondité, la ménopause, les maladies provoquées par la double journée de travail des femmes...".

Les femmes des ateliers organisés par Sendas s'exprimaient ainsi :

"Les femmes commencent à être malades, elles expulsent du sang chaque mois, c'est-à-dire qu'elles rejettent tout le mauvais qui s'accumule dans leur corps. Quand une femme est enceinte, son sang s'arrête, le bébé nettoie son sang puis qu'il le boit dans le but de grandir. C'est bon que les femmes aient leur menstruation".

"Ma patronne, chaque fois, elle me donnait des explications sur la menstruation et ce qu'il fallait faire quand mes règles étaient là. Elle me disait des choses, mais pas tellement claires. Ainsi, par exemple, je pensais que rien qu'en dormant à côté d'un homme on pouvait tomber enceinte. Cela, je l'ai cru jusque 22 ans. A ce moment-là, j'ai trouvé un livre, une sorte d'encyclopédie des femmes et du couple. Là-dedans j'ai pu tout lire. Tout était nouveau pour moi".

Dans les ateliers j'ai pu observer que les femmes considèrent la menstruation comme une maladie et que pour beaucoup d'elles c'est une "croix", puisque la plupart d'entr'elles ressentent des ennuis et en plus "gaspillent" leur argent en serviettes hygiéniques. L'arrivée de la ménopause représente alors pour elles un soulagement, entre autres parce que le risque de grossesse disparaît (...). Toutes les femmes confirmaient qu'elles parlaient de la menstruation avec leurs amies. Quelques unes seulement en avaient parlé à leurs mères quand elles avaient eu la deuxième ou la troisième menstruation. Les femmes avaient honte et jamais leurs mères ne leur avaient expliqué le pourquoi de la menstruation.



"On peut tomber enceinte en dormant côté d'un homme"

Notre histoire en ce qui concerne les droits à la santé reproductive



Je suis avocate. Moi aussi j'ai une formation en théorie de genre, dit Sonia Garcia. Cette formation m'a permis de comprendre que la sexualité des hommes et des femmes a été directement marquée par la construction sociale de la

masculinité et de la féminité. Dans mon pays, et particulièrement à Cuenca, la sexualité des femmes reste l'objet de rumeurs, de contes et de croyances. On disait que beaucoup de fruits et d'aliments ne devaient pas être consommés pendant les jours de la menstruation. Il y avait tellement de tabous :

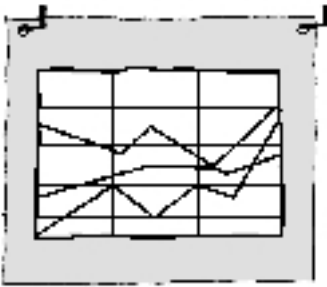
"Quand une femme a ses règles elle ne peut pas se baigner, puisqu'elle marche dans l'eau la menstruation s'arrête. Elle ne peut pas manger d'oranges, d'avocats..."



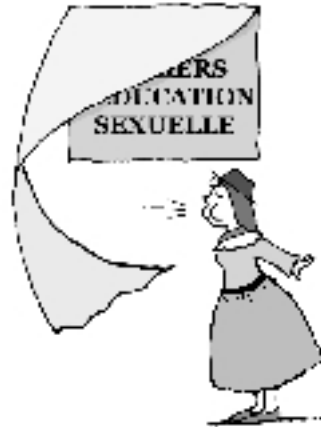
À ne pas faire durant les règles

L'histoire de notre travail sur les droits à la santé sexuelle et reproductive est assez longue. Elle est le produit de plusieurs parcours. Au début, Sendas avait essayé de se consolider comme institution travaillant avec les femmes. Il cherchait des données sur les femmes afin de renforcer son projet institutionnel. Dans ce but, Sendas a fait un diagnostic sur la situation des femmes dans les provinces d'Azuay et de Cañar. On a interviewé 30 femmes des quartiers d'Abamnor. L'objectif de ce travail était de récolter des données sur les femmes des quartiers marginaux de la ville et de la campagne pour consolider la politique institutionnelle de Sendas dans le secteur des femmes.

Diagnostic de la situation




C'est en 1989 que nous avons commencé à lever le voile. À l'époque, nous parlions d'"ateliers d'éducation sexuelle". Dans ces ateliers, on abordait des sujets comme l'éducation sexuelle et la planification familiale, la santé et la nutrition des femmes. À cette époque on n'approfondissait pas les besoins des femmes. On oubliait leur rythme de vie et notre projet institutionnel était au premier plan.



"Nous avons commencé à lever le voile"

Une nouvelle étape

 Je me souviens qu'en 1992, Sendas a réalisé un nouveau diagnostic dans les mêmes quartiers d'Abamnor. A l'époque, l'institution décida d'élargir ses informations sur les caractéristiques de la zone et sur la typologie de ses unités domestiques. Au cours d'une évaluation participative, les femmes de Yanaturo, qui appartenaient à l'un des groupes avec lesquels on travaillait, montrèrent de l'intérêt pour le thème de la santé. A ce moment là, Sendas était déjà à l'écoute du désir des femmes et il organisa un cours de formation en éducation sexuelle et nutrition.

Cette formation était basée sur l'image de la femme responsable de la santé de ses enfants et de sa famille. Durant cette période, la stratégie de travail s'est centrée sur la formation des femmes en nutrition, en sexualité et sur la promotion de l'organisation des femmes et l'augmentation de leurs revenus. En d'autres termes, nous parlions de sexualité sans oublier d'autres aspects de leur vie. Dans la mesure où elles commençaient à exprimer l'inexprimable, elles devenaient plus sûres d'elles mêmes. Elles s'approprièrent le langage. Elles commencèrent à chercher d'autres chemins.

Ce fut le début d'une nouvelle étape. Les femmes avaient rompu le silence et nous dirent :

"Je prends la pilule pour contrôler ma fécondité. J'ai commencé à planifier les naissances de mes enfants après ma première fille. Avant nous étions plus modestes, nous ne savions rien".

"Moi, je n'utilisais aucune méthode, mais maintenant je vais chez la doctoresse et elle m'a appris. Maintenant je peux faire attention".

"J'aimerais bien avoir deux enfants. J'aimerais bien attendre jusqu'au moment où nous aurons un peu d'expérience comme couple marié. L'époque des fiançailles est autre type de relation. J'aimerais bien avoir deux enfants, après deux ans de mariage. Je sais que c'est difficile, mais j'espère que ce sera possible. La plupart des hommes veulent avoir des enfants le plus vite possible. Au début du mariage ils n'aiment pas attendre, mais après le premier enfant, oui. Cette mentalité est due au machisme".

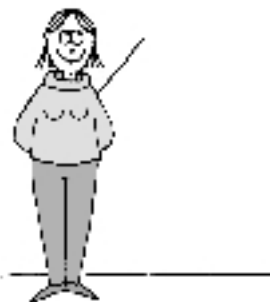
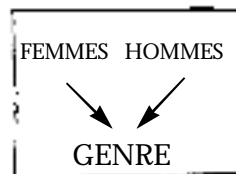


"J'aimerais bien avoir deux enfants, après deux ans de mariage"


Depuis 1993, dit Doris, nous avons fait un saut et la politique institutionnelle a évolué de l'approche "femme" à l'approche genre". Nous nous sommes rendu compte que cette dernière nous aidait à mieux percevoir le sens des rapports hommes/femmes. Ceux-ci sont le produit de l'éducation, de la socialisation pendant les premières étapes de la vie et de la transmission, à travers les générations, de rôles fixes en apparence.

Cette approche nous a permis de comprendre que la sexualité ne relève pas seulement de cajoleries intimes et individuelles. Elle se joue aussi dans la division sociale du masculin et féminin ; dans les rapports de pouvoir entre les sexes et dans la division sexuelle du travail. A partir de cela, nous avons repensé notre travail dans ce domaine avec différents groupes de femmes et nous leur avons proposé une nouvelle méthodologie.

Dès lors nous avons commencé à parler de droits à la santé sexuelle et reproductive. Nous croyons qu'il s'agit d'un nouveau type de droits dans lesquels la santé et la reproduction deviennent, entre autres, des revendications de type politique.



La naissance d'une nouvelle méthodologie

 La réussite de Sendas, selon Sonia Garcia, est due aussi à la conception du projet, car notre devise dit que :

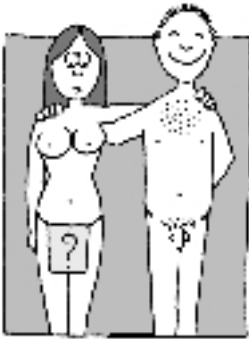
"la santé des femmes est le produit de l'exercice de leurs droits".

Au début nos ateliers ne prenaient en considération qu'un apprentissage à sens unique, dans lequel nous, les formatrices, détenions le pouvoir du savoir. Après avoir parcouru plusieurs étapes, les femmes commencèrent à exprimer leurs sentiments, leurs idées, leurs connaissances et croyances. Nous avons donc enrichi notre travail par le savoir des femmes elles-mêmes.

Cette nouvelle approche nous a permis de former un groupe pilote dans ce domaine et de développer des activités de promotion de la santé sexuelle et reproductive. Ce groupe a pour but de sensibiliser les femmes, la population des quartiers urbains et tous les groupes qui s'intéressent à ce sujet, par exemple les utilisateurs de services de santé des municipalités.

Ces formations nous ont permis de développer une culture de respect, de participation et de citoyenneté. Elles sont basées sur le vécu des femmes. Elles partent de leur expérience et de leurs connaissances :

"Nous les femmes, nous connaissons mieux les organes masculins extérieurs que les nôtres".




"Dans ma vie les choses sont en train de changer, en particulier je me suis remise en question. Je vois que je suis capable de faire beaucoup de choses et que pour cela je dois avoir du courage".

Les formations proposent aussi aux femmes des activités complémentaires aux ateliers. Dans les ateliers, nous travaillons seulement avec des femmes pour qu'elles puissent s'ouvrir et parler librement de leurs "affaires intimes":

"J'ai fort confiance dans la doctoresse puis qu'elle me connaît depuis la naissance de ma première fille. Elle est aussi une femme et de femme à femme il y a beaucoup plus de confiance".

"Le mariage idéal sera celui qui permettra à la femme et à l'homme de travailler. Tous les deux vont arriver fatigués à la maison, ainsi les choses peuvent se faire d'égal à égal. J'aimerais bien avoir deux enfants, mais pas tout de suite. Je voudrais utiliser la contraception au début. Cela va dépendre du boulot. On verra bien comment nous allons nous débrouiller".

A la recherche d'une citoyenneté pleine

 Moi, comme médecin - dit Soledad Guayasamín - je pense qu'il est important de comprendre que la sexualité, la santé de reproduction des femmes et la possibilité de décider de leurs corps sont des domaines où résident à la fois des ouvertures et des limites à la citoyenneté. Le droit à la santé sexuelle et reproductive devient donc une des conditions pour l'exercice de la pleine citoyenneté.

Petit à petit, les ateliers d'éducation sexuelle se sont transformés en ateliers de formation aux droits à la santé sexuelle et reproductive. En effet, si le fait de parler d'éducation sexuelle implique la transmission de connaissances, celui de parler de droits conduit à la récupération du droit au savoir, du droit à la connaissance de nos corps et de nos histoires.

Les femmes ont abordé des thèmes tels que le corps, la grossesse, la violence, l'abus sexuel. Elles ont compris qu'il leur manquait des connaissances sur la


sexualité. Elles ont parlé des mythes auxquels elles croyaient ; et ce qui était de l'ordre de l'innommable est devenu peu à peu une part de leur langage quotidien.

"J'ai causé avec mon mari, puisque le couple doit se soutenir. Jadis on ne faisait pas comme ça. On se taisait. On ne se parlait pas. Il était normal de ne pas avoir du plaisir."

J'ai vu, dit Soledad, que beaucoup de femmes prennent conscience des liens et des ruptures entre hommes et femmes :

"Les rapports hommes/femmes ont changé. Aujourd'hui il existe beaucoup plus de compréhension entre l'homme et la femme. Nous ne cachons plus les choses. J'ai appris que les hommes ont aussi le devoir d'aider dans la maison. Lui (le mari) fait même parfois la vaisselle. Il lave aussi le linge..."

Ce que notre expérience nous a appris

 Nos ateliers de formation en droits à la santé sexuelle et reproductive, affirme le médecin du projet, nous ont permis de visualiser la situation des femmes comme sujets de droit. Cela nous a aidé, nous les femmes, à nous approprier nos connaissances et nos savoirs sur la santé, à traduire en valeurs sociales et économiques notre capacité de reproduction. Nous avons compris que les profils de maladie étaient marqués par le cycle de vie des hommes et des femmes. Nous avons vu clairement que la sexualité ne peut se restreindre à la fécondité ou à l'infertilité, à la grossesse et à l'accouchement. Elle va beaucoup plus loin que cela. Actuellement les femmes commencent à être maîtresses de leur corps, de leurs droits, de leur langage et de leur plaisir. C'est ainsi qu'une femme nous a dit :

"Lui (le mari) a changé, mais pas du jour au lendemain, moi même, j'ai dû apprendre beaucoup des choses à mon mari".

"Au cours de la formation à la planification familiale, on a appris que les rapports sexuels doivent être respectueux n'est pas seulement l'homme qui doit avoir du désir, mais de préférence tous les deux..."

Avant, personne ne parlait de "ça"

Doris, Soledad et Sonia disent "jadis tout était mythe et silence. A la fin de ce millénaire, "cela" est sorti des chuchotements de la cuisine et du jardin potager, lieux privilégiés des femmes sous nos latitudes. "Cela" appartenait seulement au domaine intime. Aujourd'hui c'est un sujet de débat public. Le secret dépassé a débouché sur un nouveau type de droits qui devront être protégés juridiquement, et qui deviendront l'un des combats décisifs de cette fin de siècle pour les femmes du Sud".



Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) considère la sexualité sous tous ses aspects : culturels, sociaux, économiques, législatifs, relationnels et pas seulement sous l'angle médical et pathologique. Il prend part aux luttes de femmes pour que leur dignité soit respectée, pour qu'elles ne soient pas limitées aux tâches éducatives et ménagères.

Contacts

Monique Bellanger

travaille à la Coordination nationale et Centre de documentation

Mouvement Français pour le Planning Familial

4 square St Irénée F 75011 Paris France

Tél. 33 1 48 07 29 10 / **Fax** 33 1 47 00 79 77

Martine Nawrat

est animatrice à l'Association départementale de Paris

10 rue Vivienne F 75011 Paris

Tél. 33 1 42 60 93 20 / **Fax** 33 1 49 27 97 10

M.F.P.F.

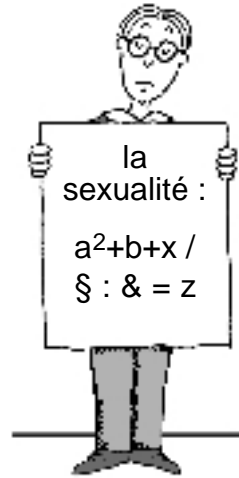
(France)

La liberté prend corps

Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) fonctionne depuis plus de quarante ans mais a modifié radicalement son approche et ses objectifs de départ.

Notre lutte pour l'abrogation de la loi de 1920 qui interdisait la contraception a abouti en 1967. Mais nous avons voulu prolonger notre action comme mouvement d'éducation populaire pour donner la parole aux hommes et aux femmes sur les questions de la sexualité, et pour donner une information réelle au public sur la contraception. Nous donnons aussi la possibilité aux femmes qui ont décidé d'interrompre leur grossesse de le faire dans de bonnes conditions médicales et psychologiques, d'une manière sécurisante pour elles.

Nous, les animatrices du MFPF (nous sommes 1.500, réunies dans 70 associations départementales) nous sommes des militantes ; en tant que femmes, nous ramenons à la réalité. Nous ne voulons pas laisser toujours la parole aux seuls professionnels : les médecins, les gynécologues. Nous considérons la sexualité sous tous ses aspects (culturels, sociaux, économiques, législatifs, relationnels) et pas seulement sous l'angle médical et pathologique. C'est en cela que nous refusons les spécialistes du sexe. Le MFPF développe une pratique de "relais" en organisant des formations à l'écoute, à l'animation de groupe, à l'entretien. Ces formations permettent la prise en charge collective des problèmes de sexualité.



*" Nous refusons
les spécialistes du sexe "*

Un mouvement féministe

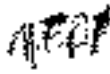
MFPF Notre Mouvement est un mouvement féministe : nous ne pouvons être un mouvement travaillant au changement de mentalités et s'occupant des questions de sexualité sans prendre en considération l'inégalité flagrante des femmes

dans notre société. Cette inégalité a son origine dans la discrimination sexuelle due à la fonction de reproduction.

La libération des femmes se doit d'être posée au niveau politique ; c'est un combat qui concerne aussi bien les femmes que les hommes. Nous prenons part aux luttes de femmes pour que leur dignité soit respectée, pour qu'elles ne soient pas enfermées - limitées aux tâches éducatives et ménagères- , pour la remise en cause des rôles masculin/féminin et ainsi nous lut - tons activement contre les inégalités sociales.

Le MFPPF fait partie de la section Europe de la fédération internationale pour la parenté responsable (IPPF) et nous avons contribué à créer le Réseau européen des femmes pour le droit à l'avortement et à la contraception (ENWRAC). A la demande de gynécologues, de sages femmes, de groupes de femmes aussi, nous avons des programmes dans les pays de l'Est (Russie, Pologne, Roumanie) et en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Congo-Kinshasa...). Notre mouvement n'est pas une association humanitaire ; notre objectif, au travers de toutes les actions de solidarités internationales, est de favoriser une plus grande autonomie des femmes et la reconnaissance de leurs droits. Le MFPPF, face à une politique scandaleuse de l'immigration aggravant les conditions de vie des femmes immigrées, défend une société pluriculturelle, inclut les revendications des femmes étrangères et se solidarise avec les actions des mouvements antiracistes.

Des groupes de paroles

 Ce que nous voulons c'est que les femmes puissent avoir une vie sexuelle épanouie. Nous sommes là pour permettre l'expression. La "parole planning" cela veut dire "parole de femmes" parce que les femmes s'expriment dans des groupes. Toute notre richesse est là. Dans les groupes, nous amenons des questions, un regard. Et c'est à partir des réflexions amenées dans les groupes de contact des centres de planning que le mouvement porte des revendications auprès de monde politique.

"Quand tu es dans ces groupes où les femmes arrivent avec leur propre réalité et leur propre vécu, tu te poses d'autres questions et tu vois d'autres réalités que celles qui se posent dans ton milieu tu rencontres tous les milieux... Les femmes qui viennent nous voir pour un avortement, c'est autant la bourgeoise que la fille qui "galère", qui n'a pas d'argent... Cette diversité, c'est une grande richesse".

Le principe du libre choix

AFAP Nous défendons le principe du libre choix de la contraception, de la stérilisation, de l'avortement. Faire une loi pour autoriser l'avortement, c'est encore édicter ou faire dire par d'autres ce qui est permis ou défendu. Et pourtant la loi ne codifie pas l'éducation, ni les mesures médicales, ni le trafic financier... alors pourquoi l'avortement ? **Nous demandons la dépénalisation de l'avortement, nous voulons que l'avortement soit inscrit uniquement au code de la santé.** Car la loi est très restrictive, elle oblige les femmes qui veulent recourir à un avortement à présenter une attestation d'entretien social. Mais pour une femme qui a fait tout le chemin, et qui a pris sa décision, l'exigence de cette attestation c'est une étape en plus pour la culpabiliser ; elle ressent cela comme une étape en plus à faire, c'est très lourd. Quand la femme a pris sa décision, elle ne doit pas expliquer pourquoi : elle a fait son choix, elle le sait. Si une femme a du mal à prendre sa décision, elle peut, à sa demande, aller voir une conseillère, mais nous ne voulons pas que cela lui soit imposé. Au début, nous ne voulions pas délivrer cette attestation, parce que c'est une entrave au choix de la femme. Mais nous avons organisé des entretiens collectifs. La rencontre au sein d'un groupe c'est un moment où elle va parler des problèmes si elle en a envie.

La loi sur l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) en France exige un délai maximum de 10 semaines de grossesse. Mais les hôpitaux ne peuvent pas gérer les urgences, et les femmes ne peuvent pas attendre. Donc, on les dirige vers des cliniques privées. Nous leur donnons les adresses de médecins ou d'hôpitaux où dans la semaine elles auront un rendez-vous et qui vont les accueillir et les traiter sans les accuser. Nous donnons aussi parfois des informations sur les autres pays.

Si des femmes ont envie d'en parler, si elles ont des difficultés particulières, elles peuvent venir en parler dans les groupes. Les femmes livrent leur histoire si elles en ont envie et petit à petit quand il y a une femme qui parle, une autre parle.... La dynamique du groupe fait qu'elles se remontent le moral l'une l'autre, il y a une solidarité.



Les endroits que nous renseignons, nous essayons d'abord d'aller les voir, de voir la clinique, de rencontrer le personnel, de s'assurer qu'il n'y a personne qui va les juger et qu'elles seront bien accueillies.



des centres pratiquant les avortements sont fermés. On peut avorter dans le privé mais pas dans les hôpitaux. Même si c'est remboursé à 80 %, il faut payer d'abord les 1 300 FF (8 000 FB).

☛ Pour les I.V.G. chez les mineures d'âge, il faut une attestation des parents. Cela nous semble incohérent car dès 15 ans, une fille peut avoir la contraception sans le consentement de ses parents, elle peut garder une grossesse si elle veut. Mais à partir du moment où c'est un avortement, il faut qu'elle redevienne enfant, et qu'elle retourne voir ses parents. Elle peut tout faire, mais pas l'avortement... Nous pouvons servir de médiatrices mais ce n'est pas toujours possible pour les femmes maghrébines ou les intégristes catholiques qui refuseront l'avortement à leur fille. Pour les jeunes filles maghrébines se pose la question du retour au pays qui est dramatique. Ces filles nous disent que si les parents apprennent la grossesse, c'est le retour au pays et cela signifie plein de choses... Le juge peut intervenir pour décider à la place des parents, mais il est tenu de les en informer !

☛ Les hôpitaux ne sont pas suffisants pour accueillir les femmes. Il faudrait plus de lits, plus de médecins. Les médecins ont maintenant un statut ; ils sont sous contrat et ont donc droit à des congés. Durant l'été, du fait des congés,

Les femmes qui sont le plus en difficulté sont celles qui n'ont pas de papier, pas d'argent, elles ne peuvent pas payer cash. Quand on est "dans la galère", on n'a pas cette somme... **En 1991, plus de 3000 femmes en détresse av aient dépassé les dates et on ne pouvait rien leur proposer en France.**

☛ Les médecins qui pratiquent des avortements ne sont pas très nombreux, ce n'est pas gratifiant. Les secrétaires, les infirmières qui travaillent dans des centres I.V.G. sont souvent montrées du doigt : "ce sont des avorteuses..." Elles reçoivent des lettres de menaces d'opposants. En France, des commandos anti I.V.G. se sont organisés en manifestant, en saccageant les centres. La loi Neiertz, votée en 1993, a interdit les actions de tels commandos. Ils ont été condamnés souvent et se sont un peu calmés. Mais leurs condamnations sont cassées, ils ont des appuis... Avant les commandos étaient devant les cliniques, maintenant ils font un travail plus insidieux envers la femme en demande d'I.V.G. Ils vont discuter avec elle pendant des heures et des heures pour la culpabiliser par rapport à son avortement.

La contraception chez les jeunes

~~MEP~~ En ce qui concerne la contraception, nous organisons l'accueil plusieurs jours par semaine. Les jeunes prennent rendez-vous et on organise des groupes avec un gynécologue ou un généraliste et une animatrice pour parler de la contraception et de la sexualité. Il y a dans ces groupes tout un questionnement sur le rapport au corps, la relation à l'autre, le plaisir, le désir... Souvent les filles viennent seules, il n'y a qu'un gars ou deux par groupe. Les filles qui viennent ont une démarche assez semblable : elles ont d'abord une expérience de couple avec le préservatif, ensuite les jeunes font un test SIDA et parlent après de la contraception. Pour la pilule du lendemain, elles viennent souvent avec l'homme.

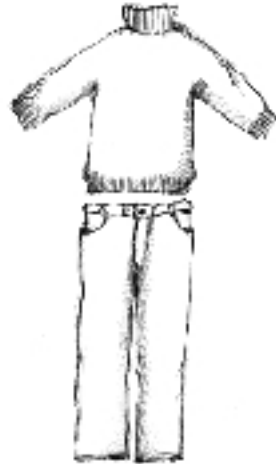
Dans les groupes il y a peu de garçons. Quand on leur pose la question, les filles disent qu'elles ont préféré venir seules, ou que le garçon n'a pas voulu venir, mais aussi que c'est un moment où elles peuvent parler d'elles-mêmes, de leur mec, de ce qui se passe. Elles n'en parleraient pas de la même manière s'il y avait un gars dans le groupe. Mais il n'y pas assez de gars pour faire un groupe d'hommes. Parfois aussi il y a un garçon qui vient et qui s'éclipse quand il voit qu'il est le seul. On peut comprendre car les questions qu'on se pose, on va les lui poser à lui et ce n'est pas très confortable. En réalité, quand il y en a un, il amène une certaine dynamique c'est un questionnement intéressant. Nous apprenons énormément de choses dans les groupes de paroles : les vraies questions sortent et on se rend compte de tout le travail à faire. Car nous constatons que le sexisme est énorme chez les jeunes.

Il est arrivé que les filles disent ne pas oser sortir en jupe pour ne pas se faire mettre la main aux fesses. Ce qui est dangereux, c'est que les filles deviennent inconsciemment complètement dépendantes de leurs amis. Quand il est là elles s'habillent comme elles veulent, et le mec leur dit "Ne t'habille pas en jupe quand tu n'es pas avec moi". Et les filles acceptent tout à fait !

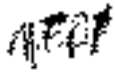
mettre avec
mon homme



mettre sans
mon homme



Le sexisme est bien présent chez les jeunes

 On se rend compte du sexisme : les filles acceptent cette dépendance. C'est grave mais c'est aussi parce qu'elles en ont marre de se faire embêter en rue... Nous on leur dit qu'elles ont le droit de s'habiller comme elles le veulent. Elles le savent, que leur liberté est réduite, et elles l'acceptent. En tant que femmes, nous acceptons tout le temps que notre liberté soit réduite. On arrive en l'an 2000 et cela n'a pas changé depuis 30 ans... C'est comme avec le viol, on est encore avec des : "Si elle s'habille comme cela, c'est qu'elle l'a cherché !" ...

Un travail comme celui du WENDO (voir Palabras n°0), d'affirmation de soi est faisable après un certain âge. Pour une fille de 16 ou 17 ans qui n'est pas encore complètement femme, c'est difficile ; elle n'est pas sûre d'elle-même, elle n'a pas la maturité... On recrée le modèle ou on recherche la sécurité masculine. Mais c'est dangereux car quand on commence avec l'aide de quelqu'un c'est difficile de s'assumer seule : ce sera plus difficile de dire à 20 ans "Non, je m'assume toute seule".

Il y a aussi un travail à faire avec les garçons et les filles, dans les jeunes âges. Pour les garçons, qu'est ce que cela veut dire de s'approprier une fille comme cela ? C'est tout un travail que nous faisons. Avec l'école aussi. Nous allons dans les lycées pour faire une première information aux 13, 14 ou 15 ans ; on leur donne une adresse, on fait un premier contact... Nous, on leur donne une parole, dans les groupes, mais quand on va dans la vie après ?

Nous avons ouvert les premiers lieux d'écoute de femmes en 1961. Pendant plus de vingt ans, tous nos efforts se sont concentrés pour que le droit et l'accès des femmes à la contraception et à l'avortement soient une réalité pour toutes et tous. Même si tout n'est pas gagné aujourd'hui, l'amélioration de la situation nous permet d'affiner notre écoute sur les questions de la prostitution, des mutilations génitales féminines, des violences conjugales, du viol et de l'inceste...

Dans les débuts du féminisme, les groupes de parole existaient. Nous constatons qu'ils sont toujours d'actualité aujourd'hui.



ELEGIR (Argentine)

Des femmes pour le droit à la contraception et à l'avortement légal

Les femmes et les hommes ont droit à une vie sexuelle et de plaisir complète. Ils ont le droit de choisir s'ils veulent ou non des enfants. Et s'ils en veulent, ils ont le droit de décider combien.

En Argentine, environ **700 000** femmes avortent dans la clandestinité et la douleur chaque année. **Tous les deux jours une femme, sans ressources pour payer un avortement dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité, meurt des complications de cet avortement.** L'Argentine est une société autoritaire et répressive pour tout ce qui touche aux droits reproductifs.

"Elegir" est un groupe spontané pour la défense et la liberté des femmes.

- ☛ Nous voulons réaliser une réflexion profonde pour promouvoir un débat sur ce thème.
- ☛ Nous voulons défendre les droits reproductifs en apportant des réponses théoriques et pratiques sur les contraceptifs et l'avortement.
- ☛ Nous voulons préserver des espaces de liberté non seulement théoriques mais aussi concrets et réels.
- ☛ Nous voulons lutter pour que les femmes disposent des moyens utiles à cette liberté en exerçant leur droit de décider et de choisir.

Nous travaillons sur plusieurs plans en organisant des causeries, en participant à des rencontres sur les problèmes de santé, en cherchant des relais dans les ONG ou les partis, en publiant des communiqués de presse.

Nous avons conçu une vidéo intitulée "*La bouche fermée*".

Contacts : voir p 38

L'ACCUEIL DES VIEILLES FEMMES CHASSÉES DE LEUR VILLAGE (Burkina Faso)

Le centre d'accueil

Le centre Delwende de Tanghin accueille des vieilles femmes, rejetées du village, chassées de leur milieu, accusées de sorcellerie. Elles retrouvent, au sein d'un foyer d'accueil, un peu de solidarité et de convivialité. Leur famille les a rejetées, parfois sous la pression du village qui menace de détruire toute la famille si la vieille ne s'en va pas.

Elles aboutissent au centre d'accueil. Là, elles vont trouver un toit, quelqu'un qui les accueille dans leur errance, une possibilité de produire quelque chose et de petit à petit accepter leurs conditions de vie. Les femmes s'aident, discutent, accueillent les nouvelles arrivées, encore sous le choc de cet exil forcé. Les anciennes essaient de les consoler, de leur remonter le moral et de leur faire oublier petit à petit ce qui s'est passé.

Accusées de sorcellerie, elles trouvent une nouvelle famille

Le centre (soutenu par l'Etat et par l'Eglise) est devenu pour elles une famille. Chacune accepte l'autre puisque c'est le même problème qu'elles vivent. Elles mènent de petites activités (filer le coton, produire quelques légumes...). Elles préparent leur nourriture en commun par sous-groupes. Les femmes élisent leur responsable, qui dispose d'adjointes pour l'aider à superviser le travail, fait à tour de rôle : faire les achats pour les repas, préparer la nourriture, s'occuper des médicaments et des soins pour les malades...

L'existence de tels centres et le travail qui y est fait amène petit à petit à prendre conscience que les accusations de sorcelleries sont lancées pour se débarrasser d'une pauvre vieille, qu'on ne sait pas où mettre par manque de moyens. Parfois il y a la méchanceté, la jalousie aussi. Si une vieille se débrouille bien, une personne à côté va essayer de lui causer des problèmes, profiter de la moindre chose pour l'accuser et la faire chasser du village.

Traditionnellement, on prenait en charge les vieilles personnes, mais les situations dans les villages sont telles que maintenant, on les abandonne. La situation est peut être même plus dure dans les villes car dans les villages, les vieilles personnes peuvent encore faire certaines activités. Toutes ces femmes rejetées par leurs proches, c'est surtout à cause de la pauvreté... "Vous ne verrez jamais la maman d'un ministre ou d'un député ici..."



Au centre Deluende de Tanghin

Les jeunes femmes rejetées comme cela ont une échappatoire. Elles peuvent encore aller ailleurs, disparaître dans un autre pays et mener une nouvelle vie en Côte d'Ivoire, au Togo... Mais une vieille ne peut pas aller bien loin, alors elle se retrouve ici. Ici, elles sont tranquilles. Personne ne peut venir les ennuyer. Et puis, ce que le village voulait, c'était l'exclusion de cette personne. La femme, une fois qu'elle est intégrée dans le centre, elle arrive à oublier son problème, à s'épanouir.

Il y a aussi quelques hommes mais la toute grande majorité ce sont des femmes. Les femmes n'ont pas la possibilité de se défendre ; elles ne sont pas chez elles, elles sont dans la famille du mari, pas la leur, elles ont moins de défense.

On essaie de sensibiliser les hommes politiques, les chefs religieux à ce rejet de vieilles personnes, qu'ils fassent quelque chose.

Ici, dans le centre, dans l'anonymat de la ville, elles peuvent aller et venir. Dans le quartier il y avait de la méfiance au début. Mais maintenant les enfants rentrent dans la cour ; on fait des animations, de la musique. Certains employeurs viennent embaucher des femmes à la journée.

Le centre de Tanghin accueille 400 personnes (50 hommes et 350 femmes). D'autres centres de ce type existent dans la ville mais ils ne sont pas suffisants pour accueillir toutes ces femmes rejetées par leurs proches.

Contacts : voir p 38



RESTER DEBOUT !

(Belgique)

Elles sont fermières, institutrices, ouvrières, employées, cadres, indépendantes, sans profession, riches ou endettées jusqu'au cou... Elles ont 26, 46, 58, 78 ans et plusieurs d'entre elles ont des enfants à la maison : des grands, des petits, parfois ne sont-ils pas encore nés.

Toutes aussi différentes les unes des autres dans leur manière de vivre. La vie ne leur aurait sans doute jamais permis de se rencontrer si elles n'avaient entre elles "ce" point commun. Seules à continuer ce qu'elles avaient entrepris à deux : leur mari, ami, conjoint est mort il y a 6 mois, un an, plus...

Seules "maîtres à bord", elles se sont vues du jour au lendemain propulsées au rang de chef de famille et cette tâche ardue ne leur semble pas tous les jours faciles à assumer. Elles ont décidé de s'unir pour rester debout.

La mort dans notre société occidentale reste un sujet tabou. La société, la famille, les amis, n'acceptent qu'un temps seulement le "mal être", le désarroi, la souffrance. Très vite, trop vite, ils nous invitent à continuer comme si de rien n'était, à oublier en quelque sorte.

Mais "on ne refait pas sa vie, on la continue"... La tristesse, la colère, la solitude,

la peur sont des sentiments qu'elles ont connus au plus profond de leur être et ils contribuent sans aucun doute à leur prise de conscience des vraies valeurs.

Dans un monde où le matérialisme, la rivalité, la dualité sont forts, elles signent la volonté d'être une "chaîne" où les termes d'amitié, de solidarité, de fraternité ne sont pas de vains et vagues mots. L'écoute de l'autre apparaît comme leur point fort et comme un véritable engagement. Ecouter, c'est être là et se laisser toucher par l'autre qui dit et vit des choses parfois très différentes. La rentabilité s'efface au profit de la disponibilité et de l'ouverture.

Le mouvement Infor Veuves, reconnu comme mouvement d'éducation permanente, donne aux femmes une véritable possibilité de prise de conscience de leurs capacités d'émancipation en mettant en valeur leur personnalité. Elles seront alors de véritables leviers de changement en étant et en agissant à tous niveaux (politique, civique, humain) dans notre société.

Lieu de passage, notre mouvement se veut un véritable stimulant humain. Malgré tout l'Occident n'a-t-il pas dans ce domaine beaucoup de choses à apprendre ou réapprendre ?

Contacts : voir p 38



DES FEMMES QUI OSENT

(Congo)

Une association de femmes seules

Dans la ville de Kikwit, à 500 kilomètres au Sud Est de Kinshasa, en République démocratique du Congo (ex Zaïre), quelques femmes se sont regroupées après avoir vécu l'injustice, la solitude, le désarroi, la précarité des moyens de survie et senti le poids des responsabilités familiales en tant que femmes seules.

Nous avons créé une association de femmes seules pour assurer notre promotion socio-économique et religieuse, avec l'aide de l'Eglise catholique. Notre témoignage d'entraide mutuelle (assurée par un système de tontine) a suscité l'adhésion de nombreuses femmes seules, ayant ou non charge d'enfants : nous sommes près de 300 !

Notre principe était de créer des microprojets à partir des compétences recensées parmi les femmes membres, une manière de valoriser les savoir-faire et d'utiliser les ressources locales avec peu de moyens financiers. L'essentiel de nos activités se résume en éducation populaire (prise de conscience des droits et du triple rôle de la femme), transformation de certains alimentaires, activités agricoles et artisanat (apprentissage de techniques et de petits métiers). Toutes ces activités non seulement nous permettent de réduire la pauvreté mais ont aussi un effet multiplicateur puisque les femmes formées deviennent à leur tour formatrices. Elles acquièrent une mentalité responsable par de nouvelles manières de penser, d'agir et de s'organiser ensemble.

Nous avons mis en route un projet de reboisement collectif. Après l'échec de mauvaises récoltes sur un terrain pauvre, nous avons décidé de planter des arbres et de créer un verger pour assurer la commercialisation des fruits, une réserve de bois de chauffe et contribuer à la protection de l'environnement et à la fertilisation du sol. Avec beaucoup d'enthousiasme, chacune de nous a apporté des plants et travaillé dans des conditions difficiles pour planter, arroser, entretenir ces arbres...

Par cette expérience, les femmes seules des milieux populaires, souvent dévalorisées, montrent combien elles représentent les véritables forces vives de la société.

Contacts : voir p 38



ARCHIVOS "i"

(Bolivie)



comme :

investigation,
information,
inventaire,
interaction,
importance,
incidence
mais aussi idéal.

La revue Archivos "i" a été lancée en octobre 1997 par la section bolivienne de Family Care International, une ONG internationale. Elle a pour objectif de faire l'inventaire des recherches menées sur la santé reproductive : maternité sans risque, avortement, MST et SIDA, sexualité des adolescent(e)s, contraception... L'idée est de transmettre une information régulière sur l'évolution des idées en ce qui concerne cette dimension humaine essentielle qu'est la santé sexuelle et reproductive.

La revue Archivos "i" se propose de diffuser l'information et d'interpeller les politiques afin de réduire l'écart existant entre la recherche et la mise en oeuvre de projets, programmes et politiques de santé reproductive en Bolivie et dans la région andine. L'idée est de présenter les résultats de ces recherches et de les traduire en recommandations concrètes pour les planificateurs de projets et des décideurs politiques. L'objectif est de contribuer, par une meilleure information, à l'amélioration de la qualité de vie des Boliviennes et Boliviens, de leur bien être et en définitive du développement humain.

Le numéro 1 de Archivos "i" porte sur la santé reproductive, le 2 sur l'avortement, le 3 sur les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA.

**Tels
Quels**
1983-2011

ATTIRENT D'ELLES MÈRES LESBIENNES (Belgique)

Un réseau créé en réaction à l'isolement des homosexuelles

Attirent d'Elles, secteur de Tels Quels, association gaye et lesbienne, est un réseau lesbien créé en réaction à l'isolement des homosexuelles, particulièrement en dehors des grandes villes en Belgique francophone. Nous avons exactement un an et demi et près de 400 contacts de femmes.

Très vite, la nécessité s'est fait sentir de créer un groupe de mères lesbiennes. La maternité chez les lesbiennes est courante et prend différentes formes. Certaines mères sont divorcées ou célibataires ; d'autres vivant en couple avec une femme ont eu recours à l'insémination artificielle (pratiquée en Belgique pour les lesbiennes) ou à un moyen plus "traditionnel", le père étant absent ou présent. D'autres encore recourent à l'adoption.

A ces diverses formes de maternité s'associent des styles de vie, des difficultés, des expériences, des échecs, des joies particulières.

Le groupe de mères lesbiennes est lancé sur base des échanges et des rencontres comme tous les autres groupes d'Attirent d'Elles, qu'ils soient régionaux ou thématiques ; il débouchera peut être sur l'entraide et la solidarité et très certainement sur des découvertes originales.

COMMENT CONTACTER LES ASSOCIATIONS ?

ELEGIR (p 31)

Silvia Coppola et Claudia Pasquale
sont responsables

Uruguay 627- 3*H (1015)
Buenos Aires - Argentine

Tél. 541 37 10 327

L'ACCUEIL DES VIEILLES FEMMES CHASSÉES DE LEUR VILLAGE (p 32)

Centro Delwende
Quartier Tanghin
Ouagadougou - Burkina Faso

RESTER DEBOUT (p 34)

Myriam Linglar t
est animatrice nationale

Infor Veuves
rue de la prévoyance, 58
1000 Bruxelles - Belgique

Tél. 32 2 513 20 67 ou 17 01

DES FEMMES QUI OSENT (p 35)

Marie-Thérèse Ndumba
est coordinatrice de l'Association
des Femmes Seules

ADRESSE EN BELGIQUE
Parc des saules, 12
1300 Wavre - Belgique

Tél. 32 10 24 61 97

ADRESSE DE CONTACT AU CONGO
Diocèse de Kikwit
c/o Frère Miense
Servico BP 7245
Kinshasa - Rép. dém. du Congo

ARCHIVOS "i" (p 36)

Alexia Escobar Vasquez,
est coordinatrice

Family Care International
Rosendo Gutierrez n°111 2°Piso
Casilla 2360
La Paz - Bolivie

Tél. 591 2 33 07 28

Fax 591 2 31 69 19

E mail ale@fcibol.rds.org.bo

ATTIRENT D'ELLES MÈRES LESBIENNES (p 37)

Marie-Ange Cornet
est responsable du secteur
Attirent d'Elles

Tels Quels asbl
rue Marché au charbon, 81
1000 Bruxelles - Belgique

Tél. et fax 32 2 512 45 87

LE RÉSEAU PALABRAS/PALABRES

Le Monde selon les femmes a développé déjà toute une série de contacts autour de la revue Palabras/Palabres. Les réactions nombreuses et positives nous montre l'intérêt de notre approche et de notre démarche. Nous souhaitons à présent jeter les bases d'un RESEAU Palabras/Palabres.

En présentant les associations qui nous écrivent, nous proposons de tisser peu à peu une "toile d'araignée" : les associations qui nous lisent peuvent ainsi prendre contact entre elles et développer des échanges directs d'informations, d'expériences, de publications.

Association pour le Progrès et la défense des droits des femmes maliennes (APDF)

"... Notre organisation voudrait bien participer à cet exaltant projet qui constitue un véritable moyen de rapprochement et de brassage des femmes du Sud et du Nord.

La création de l'APDF, en 1991, est née à la Bourse du travail de Bamako, de l'idée que le travail syndical au service des travailleuses salariées pouvait aussi s'étendre à d'autres femmes des secteurs rural, informel...

Les premières activités se sont concentrées sur les droits des femmes, la violence faite aux femmes. L'ouverture démocratique a permis la création d'or-

ganisations de femmes. La lutte se mène sur le plan juridique, sur l'élimination des discriminations et de la violence, sur la promotion des femmes...Bon vent au projet Raconter et écrire !"

Fatoumata Siré Diakité

est présidente de l'APDF

BP 1740 Bamako - Mali

Tél. et fax 223 23 23 62

E mail APDF@balanzan.gn.apc.org

SILENCE !

La Revue Silence (Ecologie, alternatives, non-violence) a présenté Palabres dans ses colonnes et a repris la revue dans sa liste de Presse différente en qualifiant les premiers numéros de "très bons". Cette présentation nous vaut des dizaines de demandes émanant de France pour obtenir les numéros de la Revue.

Silence

9 rue Dumenge

F 69004 Lyon - France

Contacts à Vienne (WIDE)

Lors de la dernière assemblée générale de WIDE (Women in Development Europe) organisée en juin à Vienne, Palabras a pu être diffusé et des contacts se sont établis avec des associations européennes et latino-américaines (localisées en Amérique latine ou associations de femmes migrantes en Europe).

RENCONTRE-ATELIER PALABRAS/PALABRES

Du 15 au 18 Novembre 1998

Le Monde selon les femmes organise, en Belgique, une rencontre entre les participantes à la Revue Palabras. Cette rencontre s'organisera autour de plusieurs ateliers reprenant les thèmes abordés par les numéros de la Revue.

LES OBJECTIFS DE CETTE RENCONTRE SONT :

- 1 ■ Assurer la prise de contact entre participantes du réseau Palabras et établir les bases concrètes de ce réseau.
- 2 ■ Echanger sur le contenu des thèmes abordés par Palabras : comment développer un regard croisé sur les enjeux ou les problématiques abordées par Palabras et qui se posent aux femmes du Nord comme du Sud.
- 3 ■ Amorcer une réflexion sur les méthodes d'animation liées au recueil de récits (le processus d'écriture du récit ; l'impact du récit et de sa diffusion ; le récit comme outil d'animation et d'éducation au développement...)

La rencontre permettra des temps d'échanges, de débat, des moments conviviaux aussi...

Nous serons ravies de vous accueillir à l'occasion de ces ateliers.

Ne manquez pas ce rendez-vous, si vous, nos amies de l'Etranger, vous avez l'occasion d'être en Belgique à ce moment...



Appel à contribution

Dans les prochains numéros, nous avons l'intention de traiter les thèmes suivants :

- femmes en migrations,
- les organisations d'appui aux femmes,
- les femmes dans la ville,
- la citoyenneté,
- la production artistique,

...

Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus des trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions pour recueillir un récit auprès d'un groupe pour le projet Raconter et Écrire.

- Qui compose le groupe, qu'est-ce qui fait son identité ? Que faites-vous ensemble ?
- Quelle est l'histoire du groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique, ...) votre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de votre groupe ? Comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi votre groupe s'organise-t-il, comment faites-vous ? Quels rapports a votre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ? Quelle

est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitez-vous obtenir ? Quel est votre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment votre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?

- Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour votre groupe lui-même, effets pour chacune de ses membres, effets sur le contexte ?

- Comment voyez-vous l'avenir : pour votre combat, pour votre groupe ?

Des idées ? Des commentaires ? Un récit à transmettre ?

Vous pouvez l'adresser par écrit, en espagnol ou en français, à Hélène Ryckmans.

Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis, si possible, sur support informatique avec un logo, les coordonnées du groupe et des photos si vous en avez.

© Le Monde selon les femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne
au silence, je crie l et ici »

Luz Garcia Ocampo

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- la Commission des Communautés Européennes
-Direction générale du développement,
- le ministère de la Communauté française de
Belgique - Service de l'égalité des chances,
- le CNCD - Centre national de coopération au
développement,
- le fonds « 1% ONG » d'écolo.

Le Monde selon les femmes

Quai du commerce 9

B - 1000 Bruxelles Belgique

Tél. 32 2 250 12 62 / Fax 32 2 250 12 63

E mail ryckmans@demo.ucl.ac.be

Pour vous abonner à Palabras, envoyez-nous vos coordonnées : chaque numéro paru vous sera envoyé avec une formule de virement

Compte bancaire du projet n°001-2976522-56

D / 1998 / 792603 - ISSN 1372 - 598X